

# du rouble : quels enseignements ?

Le crime de lèse-majesté fut féroce­ment puni et l'Irak ne s'en est toujours pas relevé. Dès que les marines américains sont entrés dans Bagdad, le pétrole irakien a de nouveau été vendu contre des dollars<sup>[1]</sup>.

Prises entre le marteau de l'inflation et l'enclume de la déflation, les économies de l'Union européenne et des Etats-Unis peinent à se faire à l'idée de leur déclin et de l'érosion inexorable de leur hégémonie sur le monde. Les Américains se plaisent à dire qu'ils ne voient pas d'alternative véritable à leur hégémonie mondiale. Aussi, la tenta­tion est grande de conjurer la permutation d'hégémonie qui s'annonce par le recours de plus en plus systématique et généralisé aux moyens de la guerre économique, sans abandonner ceux de la guerre tout court. L'offensive actuelle contre les prix du pétrole et la monnaie et l'économie russes est riche d'enseignements à cet égard.

Comment ne pas relever la vulnérabilité de l'économie russe qui s'est permise le luxe insensé de rendre le rouble convertible comparativement à la solidité de la désormais deuxième économie du monde, celle de la Chine qui repose sur une monnaie non convertible, le yuan, et un réseau toujours actif de dizaines de milliers de grandes entreprises publiques ? La Russie songe à recourir aux contrôles des changes et des flux de capitaux. En fait la conjoncture actuelle expose au grand jour les res­sorts véritables de l'économie mondiale loin des mythes répandus. La leçon est valable, y compris pour l'Algérie.

## Une vision idyllique de l'économie mondiale

Depuis de nombreuses années, le «débat» économique national est dédié pratiquement sans réserve à la cause de l'insertion internationale de l'économie algérienne et son corollaire fatal, l'obligation «impérieuse» d'adaptation des institutions, des structures, des mécanismes, des res­sources humaines et bien entendu, des choix nationaux. Maître-mot, désormais, de

tout lexique économique dans notre pays, le climat du «doing business» est donc devenu le sésame qui va nous ouvrir les perspectives de la croissance et du bien-être.

Le point aveugle des approches de nos économistes est l'ordre économique mondial considéré de fait comme un donné auquel il faut s'adapter «au mieux de nos avantages et de nos intérêts». Dans cette vision idyllique de l'économie mondiale guidée par des «règles universelles», les échanges seraient, pour l'essentiel, affaire d'avantages comparatifs, de croissance et de développement, le dollar est un «signe

***Il est plus qu'important de veiller à ce qui se trame au niveau international. Nombre de problèmes majeurs que connaît et que connaîtra l'Algérie prendront leurs sources dans la restructuration violente du capitalisme dominant et les menaces potentielles qu'elle comporte. Il importe d'être à l'écoute des mouvements de fond et des inflexions majeures qui reconfigurent l'ordre mondial et qui interpellent l'Algérie en termes de formulation de paradigmes du développement national, nouveaux et en phase avec les grandes recompositions en cours et à venir.***

impartial et international des échanges» ; ONU, FMI, Banque mondiale, GATT, OMC, etc. sont des institutions internationales de régulation créées «pour éviter que les conflits ne dérapent», etc. Bref, tout l'enjeu se situe dans la capacité à améliorer sa productivité, à développer de nouvelles richesses.

Comment prétendre prendre part, de surcroît dans une perspective optimiste de «gagnant-gagnant», à un jeu (économique mondial), dont non seulement les règles de fonctionnement nous échappent mais qui, de plus, obéit structurellement à une com­mande centrale radicalement hors de notre portée ? «Les fantasmes dans un régime ne sont pas nécessairement conscients du sens des mouvements de celui-ci.»

Peut-on encore parler aujourd'hui de libre jeu des lois du marché, de règles uni­verselles de l'économie ? Existe-t-il aux Etats-Unis un marché financier libre quand le marché est manipulé par les injections

massives de monnaie opérées par la Réserve fédérale, par le Fonds de stabilisa­tion de la Bourse, par les grandes banques privées, quand les prix de l'or comme du pétrole sont artificiellement poussés à la baisse, quand le dollar est un moyen de crédit sans remboursement pour les Etats-Unis et une arme de guerre financière puis­sante et redoutable au travers des sanc­tions, l'OMC : «une piscine infestée de requins»<sup>[11]</sup>, etc. A quoi sert-il de négocier avec acharnement, dans le cadre de l'OMC, pour abaisser les droits de douane de 20% ou 30% sur tel ou tel produit quand la chute de 50% du dollar en peu d'années

annule ces progrès ? On va vendre des pro­duits allégés du poids des droits de douane mais qui rapportent moins parce que leur prix en dollar a baissé<sup>[12]</sup>. De quel libre-échange est-il possible encore de parler dans un marché global très concentré, où 80% du commerce mondial est aux mains des transnationales qui sont dirigées par des états-majors qui planifient sur la base de prix artificiels internes ? Peut-on souscrire à une mondialisation qui serait peuplée que de «plus ou moins égaux» quand on constate comment les Etats-Unis et leurs alliés occidentaux projettent la constitution de vastes zones d'échangées euratlantique (TAFTA) et transpacifique (TIPC) totalement déréglementées et livrées aux trans­nationales ? Zones conçues pour le confi­nement de la Russie et de la Chine et qui promettent de déshabiller les Etats de toute souveraineté économique

Force est de le constater, autant la thé­matique des conditions à réunir pour une

«insertion réussie» — attractivité, avan­tages comparatifs, changements institution­nels etc. — et des efforts et dispositifs à déployer dans ce but est abondamment documentée, autant celle qui permettrait de comprendre et d'éclairer la réalité à laquelle nous sommes invités à nous intégrer et ce qu'elle implique de nouveaux mécanismes de dépendance et de domination s'éclipse totalement derrière le formulaire gestionnaire réducteur des «défis et opportunités». Une vision qui fait l'impasse sur l'analyse des sources essentielles des mécanismes de blocage du passage à une économie productive, à la diversification du PIB et de nos échanges internationaux. En un mot, des mécanismes qui nous condamnent au rôle de sous-périphérie plombée dans le sur-place. Il est plus qu'important de veiller à ce qui se trame au niveau international. Nombre de problèmes majeurs que connaît et que connaîtra l'Algérie prendront leurs sources dans la restructuration violente du capitalisme dominant et les menaces potentielles qu'elle comporte.

Il importe d'être à l'écoute des mouve­ments de fond et des inflexions majeures qui reconfigurent l'ordre mondial et qui interpellent l'Algérie en termes de formu­lation de paradigmes du développement national, nouveaux et en phase avec les grandes recompositions en cours et à venir. Il s'agit d'explorer le champ des possibles qui s'ouvre pour l'Algérie, du point de vue indissociable de sa perspective historique de développement national et de ses marges de manœuvre.

Quelles opportunités, en effet, la dyna­mique économique de permutation d'hégé­monie à l'échelle mondiale qui se met en mouvement offre-t-elle de s'émanciper des rapports de puissance porteurs de logiques systémiques de dépendance et de sous-développement ? Plus qu'un choix, c'est un impératif, car nous n'avons pas d'autre alternative que celle de notre indépendance nationale.

A. R.

[1] Qiao Liang et Wang Xiangsui écrivent : «Un seul krach boursier provoqué par l'homme, une seule invasion par un virus informa­tique, une simple rumeur ou un simple scandale provoquant une fluctuation du taux de change du pays ennemi(...), toutes ces actions peuvent être rangées dans la catégorie des armements de conception nouvelle.»

Les manœuvres commerciales américaines sont dénoncées par les Chinois comme de véritables armes de guerre, l'exemple le plus direct étant l'embargo meurtrier mené, dans le silence des opi­nions, contre l'Irak. (*La guerre hors limites*, éditions RivagesParis 2003).

[2] L'économiste Jaques Sapir décrit, dans son blog Russ Europe, les ressources dont dispose la Russie (et qui font cruellement défaut aujourd'hui au camp occidental, ajoute-t-il avec pertinence) : des réserves de change solides à la Banque centrale russe : 420

milliards, soit un ratio de 12,5% (contre 1,26% à la Fed US) ; un stock d'or conséquent pour soutenir la monnaie nationale : 6% de la masse monétaire russe (contre... 0% à la Fed) ; une dette publique très faible : 9% du PIB, soit en proportion dix fois moins que la France.

[3] Ex-premier ministre de l'URSS durant la deuxième moitié des années 80, Nicolas Ryjkov raconte que Margareth Thatcher a même fait à Gorbatchev l'insigne honneur de le recevoir dans sa résidence personnelle, alors qu'il n'était pas encore président de l'Union soviétique, tout en n'omettant pas de lui faire remarquer que c'était là un privilège réservé exclusivement aux personnalités de très haut rang. (Entretien accordé à la chaîne satellitaire russe, diffusant en langue arabe, Russia el youm, en février 2010).

[4] (<http://socio13.wordpress.com/2008/10/12la-crise-financiere-russe>).

[5] Grigory Yavlinski a participé à l'élaboration du programme des

réformes économiques, dit «500 jours», présenté à Boris Eltsine et censé faire passer la Russie à l'économie capitaliste en 500 jours. Fondateur du parti libéral Yabloko, Grigory Yavlinski a été candidat aux élections présidentielles russes de 1996 et 2000.

[6] Idem.

[7] L'expression est de Jean-Baptiste Jacquin, journaliste au quotidien *Le Monde* ; cf. <http://ecobusiness.blog.lemonde.fr/2014/05/30/amen-de-record-contre-bnp-paribas-limperialisme-du-dollar/>

[8] <https://www.upr.fr/actualite/monde/quelques-reflexions-sur-la-crise-du-rouble-par-vincent-brousseau>

[9] Cf. *Le Monde* du 31 mars 2009

[10] <http://www.armees.com/Le-dollar-dans-les-contrats-petroliers>

[11] La formule est de l'oligarque russe Oleg Demanski, magnat de l'aluminium

[12] Cf. *Le Monde* du 24/4/08.